

Agriculture et alimentation : l'Etat doit nous aider à prendre soin de nos concitoyen-ne-s et de nos territoires.

Le 20/04/2021

La pandémie nous rappelle combien le soin à l'autre est une urgence : soin des plus âgé-es, des plus fragiles, des jeunes envers lesquels nous avons une responsabilité. Il nous faut aussi penser au-delà. Pour nous, élu-e-s de toute la France, prendre soin de nos concitoyen-ne-s et de nos territoires passe entre autres choses par l'accès à une alimentation de qualité, protectrice de notre santé, de nos écosystèmes et de nos économies locales.

La politique agricole en cours de négociation dessinera l'agriculture et l'alimentation des 10 prochaines années. En matière de transition écologique agricole nous ne pouvons plus nous permettre de perdre encore 10 ans. Et les institutions doivent prendre leur part dans cet effort de transition. C'était l'un des objectifs de la loi Egalim : 15% de surfaces agricoles biologiques en 2022, 50% de produits durables en restauration scolaire dont 20% de bio.

Mais le compte n'y est pas. Les associations environnementales et les professionnels de la restauration collective chiffrent à 330 millions d'euros annuels les besoins pour atteindre les objectifs, le plan de relance en a fléché 10 fois moins. La dynamique de conversion bio n'a pas décollé. Comment faire plus de bio locale à la cantine s'il n'y a pas plus de bio ? Nous voulons une production française de qualité, gage de souveraineté alimentaire et nous voulons démocratiser les produits bio et français en restauration collective. L'agriculture biologique répond aux enjeux climatiques et écologiques contemporains, elle protège l'eau, la biodiversité, la santé humaine, elle favorise des revenus décents pour les agriculteurs et crée des emplois durables dans les territoires ; pourtant, seuls 2% des 10 milliards d'euros annuels de la dernière politique agricole commune ont été orientés pour la soutenir.

En tant que collectivités nous disposons de nombreux outils pour avancer vers la transition écologique mais nous avons besoin que l'Etat prenne sa place. L'urgence sociale et climatique, la dégradation des écosystèmes, nous disent d'aller plus vite plus loin. L'Europe promet 25% de surfaces agricoles bio en 2030, et nous ? Pourquoi ne pas viser une cantine bio et locale pour tous en se fixant 50% de produits bio et une généralisation de la tarification sociale ? Certains d'entre nous y sont déjà, d'autres auront



• FNAB •

Fédération Nationale
d'Agriculture **BIOLOGIQUE**

Tribune

besoin du soutien de l'Etat pour y parvenir : il faut 1 milliard d'euros par an dans la prochaine PAC pour développer et pérenniser les surfaces bio ; il faut que la prochaine loi de finance soutienne les petites collectivités vers une alimentation bio pour tous les enfants. Nous savons ce qu'il faut faire, nous avons les outils pour le faire, nous devons mettre les moyens et la motivation politique pour ne pas une fois de plus nous retourner sur des objectifs non atteints.

[Les élu-es signataires](#)